

COP to CAP 2010, du forum climatique de Copenhague à la Coupe du Monde de Football en RSA, vers un partenariat mondial.

Virginie Peeters, février 2010

Le Sommet de la Terre, à Rio en 1992, a marqué la prise de conscience internationale du risque de changement climatique.

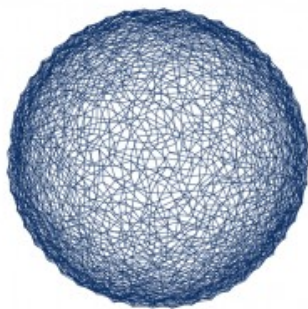
Les états les plus riches, pour lesquels une baisse de croissance ne semblait plus supportable et qui étaient en outre responsables des émissions les plus importantes, y avaient pris l'engagement de stabiliser en 2000 leurs émissions au niveau de 1990.

C'est le Protocole de Kyoto, en 1997, qui traduit en engagements quantitatifs juridiquement contraignants cette volonté. Ce protocole vise à lutter contre le changement climatique en réduisant les émissions de gaz carbonique.

Les pays signataires (les pays développés ou en transition vers une économie de marché) ont accepté globalement de réduire de -5,5% leurs émissions de gaz à effet de serre sur la période 2008-2012 par rapport au niveau atteint en 1990.

Néanmoins les États-Unis, qui à eux seuls émettent 30 à 35% du total des gaz à effet de serre d'origine humaine, ont décidé en 2001 de ne pas ratifier le Protocole.

La conférence de Copenhague.



COP15
COPENHAGEN
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE 2009

La conférence qui s'est tenue à Copenhague du 7 au 18 décembre 2009 a abouti au « *premier accord réellement mondial* » (selon le secrétaire général de l'ONU) visant à réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre en 2050 par rapport à celles de 1990, pour ne pas dépasser une augmentation moyenne de 2 °C en 2100 par rapport à l'ère pré-industrielle.

Le bilan de la conférence de Copenhague se compose de trois éléments principaux. Bien entendu, le premier élément est le texte dont les Etats ont pris note ce que l'on nomme « l'Accord de Copenhague ». Le deuxième élément est la révélation d'un vrai nouvel ordre international, ce que l'on ne pouvait jusqu'à présent qu'imaginer, s'est révélé aux yeux du monde, les émergents ont un rôle central dans la diplomatie internationale.

Enfin, le dernier élément est le poids et la puissance nouvelle de la société civile qui a été un acteur majeur de la conférence.

L'Accord de Copenhague est un texte court, quatre pages seulement accompagnées de deux annexes dans lesquelles sont rappelés les engagements des parties qui n'ont rien d'obligatoire. Aussi curieux que cela soit, aucun objectif de réduction d'émissions n'est affirmé pour 2050, encore moins pour 2020.

Et pourtant, il est rappelé comme l'avaient déjà fait le G8 et le Forum des Economies Majeures qu'il faudra limiter le réchauffement climatique sous la barre des 2°C.

Le seul point positif de ce texte réside dans le fait que l'accord engage politiquement les Etats à donner 30 milliards de dollars sur trois ans (2010 à 2012) pour permettre l'adaptation des pays les plus vulnérables aux changements climatiques et 100 milliards de dollars par an à partir de 2020.

Qui payera, comment ? Les questions restent entières. Le document ne parle que de « nouveaux financements ».

Au-delà du texte, d'autres enseignements peuvent être tirés de la conférence de Copenhague. Le plus important parmi ceux-ci est que ces négociations ont été l'illustration de ce que beaucoup de politistes appellent le « **nouvel ordre mondial** ».

Les Etats du monde entier se retrouvaient pour discuter d'un texte et probablement pour la première fois de l'Histoire, les équilibres internationaux ont été totalement bouleversés. L'accord ne s'est clairement pas joué avec les Européens et les Japonais (comme on en avait l'habitude auparavant), mais entre les Etats-Unis et les émergents. L'Europe et le Japon ont été totalement dépassés par ces nouveaux géants venus du Sud.

La réunion de la dernière chance qui a en effet permis d'accoucher de cet accord de Copenhague n'a réuni que quelques pays parmi lesquels l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Inde, la Chine et les Etats-Unis. Et c'est seulement lorsque ces cinq tombèrent d'accord que l'ensemble des autres pays qui négociaient le texte purent annoncer que l'on avait obtenu un accord.

Ces négociations ont ainsi mis en exergue ce nouvel ordre mondial. Les forces tendent à se renverser, les puissances d'autrefois ne semblent presque plus être celles d'aujourd'hui. Ce renversement s'explique notamment du fait de l'importance économique et démographique des émergents, mais également par l'incapacité européenne à trouver un accord à 27 ce qui a mené à cette atonie voire par moment cacophonie. Les Européens ont été incapables d'élever le niveau des exigences et se sont cantonnés à suivre et à se satisfaire d'un accord aussi faible et peu contraignant soit-il.

Enfin, et dernier point plus positif, les **Organisations Non Gouvernementales** (ONG) qu'elles soient de protection de l'environnement, de développement, de solidarité, ou bien encore les syndicats ou les congrégations religieuses se sont révélées être de vrais partenaires sur qui il faut à présent compter dans les négociations.

Même si la majorité d'entre elles ont été exclues les deux derniers jours de la conférence, les ONG ont su mobiliser la population mondiale comme jamais auparavant.

Que ce soit en organisant les journées mondiales d'action du 21 septembre et du 24 octobre, ou en réunissant plus de 15 millions de signatures dans une pétition remise aux Nations Unies ou bien encore en organisant à Copenhague une manifestation avec plus de 100 000 personnes le 12 décembre, les ONG ont prouvé qu'elles étaient devenues des acteurs majeurs des négociations sur le climat. Et même si la conférence est un échec le mouvement populaire de

conscience et de volonté qui a précédé et qui suivra probablement la conférence montre qu'il est encore possible d'espérer dans un changement global.

Il a été prévu qu'avant fin janvier 2010, chaque pays devait se fixer ses propres objectifs de baisse d'émission de gaz à effet de serre (pour l'horizon 2015-2020) au minimum et qu'une révision des décisions de Copenhague sera prévue en 2015.

Fin janvier 2010, seuls l'UE-27 et 20 autres États ont respecté l'échéance du 31 janvier, 47 ayant retardé leurs annonces. L'UE confirme son engagement de -20% d'émissions par rapport à 1990 (voire de 30% si les autres pays riches s'engagent à réaliser des efforts similaires). De même, les États-Unis conservent leur engagement de -17% par rapport à 2005. D'autres pays ont confirmé leurs objectifs ; le Brésil, l'Afrique du sud, l'Inde, et la Chine (réduction par unité de PIB de 40 à 45% en 2020 par rapport à 2005). Le Japon demeure sur son objectif de -25% par rapport à 1990.

Dans le calendrier, de nouvelles discussions sont d'ores et déjà prévues à **Bonn** à la mi-2010 et à **Mexico** en décembre suivant. Le protocole de Kyoto, qu'il s'agit de remplacer, arrivant quant à lui à échéance en 2012.

La Coupe du monde de football 2010.

Pour la première fois de l'histoire de la Coupe du monde de football, c'est un pays d'Afrique qui a été désigné pour l'organiser.

L'Afrique du Sud se prépare activement à accueillir la Coupe, qui se déroulera du 11 juin au 12 juillet 2010.

La Fédération internationale de football (FIFA) a ainsi "rendu justice à un continent qui a vu naître tant de footballeurs talentueux", selon les termes de son président, Joseph Blatter.



L'apport global de l'Afrique au football mondial est certes minime, mais l'organisation de la Coupe du monde 2010 va apporter de nombreux atouts, notamment à l'Afrique du Sud. Cela ne peut être qu'une bonne chose pour la croissance économique et la création d'emplois. Et cela signifie également qu'ils peuvent compter sur une arrivée massive de supporters qui vont affluer de tous les coins de la planète.

Avant d'accueillir les quelque 500 000 visiteurs attendus, le pays doit relever un certain nombre de défis.

La criminalité est le problème numéro un de l'Afrique du Sud, où des dizaines de milliers de meurtres sont commis chaque année. Pour garantir la sécurité des touristes, une augmentation de 40 % des effectifs policiers est prévue.

Outre la construction des stades, les organisateurs doivent également faire face aux déficiences des infrastructures hôtelières et des transports. Personne ne nie l'existence d'énormes défis économiques et sociaux.

Mais 2010 va être l'occasion pour l'Afrique du Sud de faire voler en éclats toute une série de stéréotypes concernant son continent, ainsi que le mythe selon lequel organiser un événement de la taille d'une Coupe du monde de football est au-dessus de ses capacités.

Ce sera également l'occasion d'accélérer le développement économique et de dynamiser le football africain.

Comment l'Afrique du Sud peut-elle compter que ses transports publics égaleront ceux de Berlin ? La réponse est brève : elle ne peut pas y compter et ne le fera pas. Il va falloir l'accepter une bonne fois pour toutes.

La Coupe du monde sud-africaine aura toutes les imperfections typiques d'un pays en voie de développement. Le continent africain doit se servir sans scrupule de 2010 pour développer son jeu et entamer ainsi le processus qui le hissera au même niveau que l'Europe.

Sources :

<http://climatcopenhague.blog.lemonde.fr>

<http://fr.wikipedia.org>

<http://www.courrierinternational.com>